



Le Forum International de Réalités organise sa XXIVème session sous le thème :  
**La Nouvelle donne stratégique en Méditerranée**

**Les enjeux géopolitiques,  
économiques, migratoires,  
énergétiques et technologiques**

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée entre risques et opportunités

Organisée sous le thème « La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques », la 24<sup>e</sup> session du forum international de Réalités s'est déroulée les 13 et 14 octobre courant à Hammamet en présence d'éminents experts économiques, anciens ministres, acteurs politiques, représentants de la société civile de la région euro-méditerranéenne et d'ailleurs. Les différentes sessions ayant meublé le débat tout au long de ces deux jours ont permis aux différents participants d'examiner et de mieux comprendre en quoi et comment le partenariat stratégique euro-méditerranéen devrait évoluer dans un contexte mondial multipolaire. Il était également question de chercher les moyens à même de transformer les défis de cette nouvelle donne en opportunités.



Taïeb Zahar

### Quelle place la Méditerranée occupe-t-elle dans un monde multipolaire ?

Lors de son intervention dans le cadre de la séance d'ouverture du forum, Taïeb Zahar, Président du Forum international de Réalités, a tenté d'introduire la thématique de cette nouvelle session du forum. Il a expliqué que l'émergence de centres de pouvoir et la montée en puissance de centres financiers régionaux ont donné naissance à un nouvel ordre mondial et a conduit au passage d'un monde unipolaire à un autre bipolaire puis multipolaire dont les guerres ont accéléré la formation.

Il estime que la région euro-méditerranéenne n'a pas échappé à l'impact dévastateur d'une série de bouleversements, à commencer par le « Printemps arabe », le changement de régime politique dans certains pays, le déclenchement de conflits armés, puis la pandémie de la Covid-19 pour en arriver à la guerre en Ukraine qui ont aggravé davantage la situation et entraîné une grande perturbation des chaînes d'approvisionnement et des processus de production.

Dans ce contexte de bouleversements, un ensemble de facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux ont aggravé la crise migratoire.

Il explique que la coopération militaro-économique entre les deux rives de la Méditerranée, le dialogue politique et les négociations diplomatiques connaissent désormais des difficultés liées en particulier à la chute d'interlocuteurs privilégiés, la montée des populismes et la radicalisation des discours.

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Senen Florensa

Néanmoins, Taïeb Zahar a considéré que bien qu'étant à l'origine de nouveaux défis, cette nouvelle donne stratégique en Méditerranée engendrait de nouvelles opportunités dans les relations entre les pays qui l'entourent et que les bouleversements serviraient de catalyseurs à des changements structurels plus profonds.

« La Méditerranée est redevenue un lieu de concurrence entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Cette dernière investit massivement dans les infrastructures portuaires et les flottes commerciales mais aussi dans les industries minières et le BTP. La Chine cherche à nouer des partenariats énergétiques avec les pays de la rive sud producteurs de gaz et de pétrole », a-t-il expliqué.

S'agissant du secteur énergétique, Taïeb Zahar a estimé que le bassin méditerranéen disposait des potentialités requises pour relever les défis énergétiques en assurant la sécurité des approvisionnements de la région en énergie. « La recherche d'un consensus méditerranéen repose, dans le domaine énergétique, sur cinq axes stratégiques prioritaires : ouvrir, produire, échanger, interconnecter, coopérer, y compris dans la mise en place de nouvelles formes de régulation mondiales », a-t-il affirmé.

### La valse de la coopération euro-méditerranéenne

Pour sa part, Senen Florensa, Président exécutif de l'IEMed, a considéré que le thème de cette 24<sup>e</sup> édition du forum permettrait de réfléchir sur l'avenir de la Tunisie, de l'Europe et de la Méditerranée. Dans ce contexte, il a considéré que malgré les critiques désorientées et les bouleversements, les relations entre la Tunisie et l'Europe ont prospéré.

Il a dans ce contexte cité des chiffres témoignant de l'importance des relations de partenariat économique établies entre la Tunisie et l'Europe. En effet, les exportations tunisiennes vers l'Europe ont presque triplé depuis 1995 et représentent 71% du total des exportations. D'autre part, 50% des importations tunisiennes proviennent de l'Europe. Le commerce extérieur de la Tunisie avec l'Europe représente quant à lui environ 60%.

S'agissant des investissements étrangers, ceux européens représentent 85% des investissements directs en Tunisie et génèrent 81% des emplois engendrés par les investissements étrangers.

Quant à la Coopération financière, elle représente entre 300 et 400 millions d'euros par an dont la moitié sous forme de dons.



« Ces chiffres expliquent les profondes relations économiques de la Tunisie avec les pays européens, mais face aux changements géopolitiques mondiaux qui affectent également la Méditerranée, la question qui se pose est de savoir si ces relations peuvent être remplacées par d'autres alliances avec d'autres pays émergents », a-t-il lancé.

Selon Senen Florensa, les pays du Sud de la Méditerranée, à l'instar de la Tunisie, ont subi de plein fouet les conséquences dévastatrices de trois crises majeures, à savoir la crise financière de 2008 qui a coïncidé avec l'émergence du Printemps arabe, la pandémie de la Covid-19 et l'invasion féroce et criminelle de l'Ukraine par la Russie.

Face à l'impact dévastateur de cette guerre à l'échelle mondiale, l'enjeu serait selon Florensa de savoir transformer ces défis en opportunités. Pour le cas du monde sud-méditerranéen dont la Tunisie fait partie, il estime que trois modèles sont envisageables. Le premier consiste en un modèle de modernisation et de démocratisation progressive comme celui avancé par la Tunisie depuis 1995 avec l'UE à travers l'association euro-méditerranéenne et la politique européenne de voisinage.

Le deuxième modèle est celui identitaire islamiste anti-occidental avec deux versions différentes : une première conservatrice des frères musulmans et une deuxième révolutionnaire des djihadistes.

Le troisième modèle renvoie à l'Etat conservateur autoritaire arabe traditionnel qui s'est renforcé durant ces dernières années par l'échec du printemps arabe dans certains pays.

Pour l'expert, le modèle d'association euro-méditerranéenne qui n'exclut pas des relations avec d'autres amis

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

serait le plus favorable aux intérêts des peuples de ces pays. Il considère qu'il est impossible de penser à relever les défis mondiaux dans des mesures nationales et que la coopération internationale est la clé pour transformer ces défis en opportunités de création de richesses et de développement économique et social.

« Le partenariat euro-méditerranéen restera pour toujours le cadre approprié pour promouvoir une coopération efficace, garantir la paix et la stabilité et réaliser des progrès économiques et culturels », a-t-il conclu.

### Quel positionnement de la Tunisie face à cette nouvelle donne ?

Représentant le chef de la Diplomatie tunisienne Othman Jerandi lors de ce forum, Mourad Ben Hassen, directeur au ministère des Affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger, a estimé qu'il était nécessaire pour la Tunisie de repenser son positionnement à la lumière des développements et mutations notoires dont le bassin méditerranéen est le théâtre.

« L'impact de la pandémie Covid-19 a révélé notre vulnérabilité économique et sociale. Elle a certainement induit un élan de concertation et de solidarité entre les 2 rives de la Méditerranée mais en même temps administré la preuve de notre interdépendance, l'insuffisance de nos infrastructures et l'urgence d'y remédier. La guerre entre la Russie et l'Ukraine et les perturbations qu'elle a engendrées en matière d'approvisionnement en blé, en denrées alimentaires, gaz et pétrole, nous incitent sérieusement à recourir à un certain nombre de mécanismes de coopération au bénéfice des deux rives de la méditerranée », a-t-il expliqué.

Selon M. Mourad Ben Hassen, les enjeux géostratégiques constituent de réels défis pour la diplomatie et le gouvernement tunisiens de manière générale. Sur le plan énergétique, il estime que la Tunisie est en mesure d'en tirer les meilleurs profits et est à même de figurer sur le nouvel échiquier énergétique. Il explique que la Tunisie dispose d'atouts de taille lui permettant de devenir un



Mourad Ben Hassen

acteur majeur en matière d'énergies, dont le positionnement géographique proche de l'Europe en tant qu'un important consommateur d'énergies et un capital humain qualifié en matière d'énergies renouvelables, etc.

« Étant une zone de transit du gaz et pétrole algérien vers l'Europe, la Tunisie ambitionne de devenir un maillon dans la réalisation de projets d'interconnexion électrique de très hautes tensions avec l'Europe. La Tunisie pourrait accueillir les capacités de production d'énergies renouvelables à grande échelle pour alimenter les différents réseaux électriques européens », a-t-il lancé. Néanmoins, le responsable diplomatique souligne l'importance de préparer l'infrastructure nécessaire.

S'agissant de la question des flux migratoires, le responsable a affirmé que la Tunisie estime que ce phénomène qui ne cesse de s'accroître à cause des bouleversements et disparités entre les deux rives, devrait être traité dans le cadre d'une approche concertée et inclusive et ne doit pas être perçu uniquement comme une menace permanente mais plutôt comme un vecteur de développement économique, social et culturel, voire un facteur de rapprochement entre les peuples.

Pour ce faire, il rappelle que la Tunisie s'est engagée à mettre en œuvre une stratégie globale pour contenir ce phénomène : examiner les aspects socio-culturels, le renforcement des capacités logistiques et opérationnelles des forces de sécurité, l'encouragement au retour volontaire en moyennant un accompagnement adéquat en termes de réintégration professionnelle, etc.

« Se fondant sur le pacte mondial sur l'immigration et l'asile adopté en 2018, la Tunisie estime nécessaire de consolider le principe de coresponsabilité entre les pays avancés et ceux en voie de développement dans la gestion des questions migratoires », a-t-il conclu.

De son côté, l'ancien ministre Hatem Ben Salem, qui animait la conférence introductive du forum, a considéré que la nouvelle donne stratégique était marquée par un défaut de stabilité vécu par l'humanité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la chute de l'URSS. « Ces périodes de stabilité étaient en effet dues à l'émergence d'une bipolarité internationale de puissances USA/URSS. Cette stabilité a disparu avec la chute de l'URSS qui a donné lieu à un nouvel ordre mondial marqué par une unipolarité internationale (USA) rejetant toute puissance économique ou militaire concurrente à l'instar de



# BTNET

ACCÉLÉREZ VOTRE  
TRANSFORMATION  
DIGITALE

La gestion de vos flux et de vos liquidités 100% digitalisée.



Optimisez vos paiements

Pilotez votre trésorerie

Certifié par TUNTRUST pour la signature électronique

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Hatem Ben Salem

la Chine ou la Russie », a-t-il expliqué.

Et d'ajouter : « Prise en main par Vladimir Poutine, la Russie n'acceptait plus l'avancée sans limites de l'OTAN à côté de ses frontières... La guerre en Ukraine qui est condamnable, n'est pas une guerre entre une démocratie libérale et un régime autoritaire, mais c'est une lutte pour un positionnement international des nouvelles puissances. » Il explique que ce nouveau positionnement a été marqué par l'émergence d'une nouvelle forme de guerre, à savoir la guerre hybride. Il s'agit d'une guerre basée sur l'usage d'armes conventionnelles, sur une guerre informationnelle, sur les sources de distribution des produits alimentaires et énergétiques.

### La rive sud, lâchée par ses partenaires européens ?

L'impact de cette guerre a frappé de plein fouet la rive sud de la Méditerranée où il y a un Maroc et une Algérie en désaccord, consacrant une grande partie de leurs ressources à l'armement au lieu du développement, une Tunisie déphasée et affaiblie ne jouant plus son rôle diplomatique de médiation et de rapprochement des points de vue dans la région, une Libye chaotique menaçant la stabilité de toute la région et une Egypte tournée vers de nouveaux partenaires, à savoir les États du Golfe.

Selon Hatem Ben Salem, cette situation a donné lieu à une nouvelle donnée stratégique au niveau de la rive sud de la Méditerranée où la cohérence politique entre les acteurs fait désormais défaut. « Cette situation a fait que les partenaires étrangers les plus importants de la région s'orientent désormais vers d'autres horizons géopolitiques. Ceci se traduit par deux aspects principaux, à savoir la régression de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine... Des sommes énormes qui étaient auparavant consacrées par l'Europe à la coopération avec la rive sud sont désormais vouées à l'armement. A titre d'exemple, l'Allemagne en tant qu'acteur majeur de ce partenariat, est en train de consacrer 100 milliards de dollars pour les 5 prochaines années en armement », a-t-il noté.

Face à l'impact dévastateur de cette guerre sur ce partenariat vital pour les pays de la rive sud, Hatem Ben Salem souligne l'importance de trouver une voie pour la paix en engageant des négociations sérieuses. « Pour que la souveraineté de l'Ukraine soit respectée et que la Russie puisse avoir la place qui lui sied dans ses relations

internationales », a-t-il lancé. Et d'ajouter : « Mobilisons tout notre potentiel pour que cette coopération puisse se remettre en place sur la base d'une innovation technologique, d'échanges scientifiques et que les deux rives soient comme avant, des partenaires solidaires. Il n'y a pas de place à la guerre entre nous, humains, que ce soit en Méditerranée ou ailleurs », a-t-il conclu.

La conférence introductive de Hatem Ben Salem a suscité un vif débat dans la salle, en particulier l'interaction de plusieurs ambassadeurs de pays européens en Tunisie dont celui de Finlande qui a estimé que l'importance de la Tunisie et de la Méditerranée n'a nullement diminué pour les pays européens. Par ailleurs, il a considéré qu'il était essentiel de dénoncer l'agression russe contre un pays souverain et de faire respecter la loi internationale. « Il ne faut pas céder aux agresseurs, et même s'ils sont des puissances nucléaires considérables, il ne faut pas accepter leurs manœuvres illégales et condamnables », a-t-il martelé.

Veselin Dyankov, ambassadeur de Bulgarie a, à son tour, considéré qu'il n'était pas admissible de justifier l'agression russe qui a mis en péril la paix et la sécurité en Europe et dans le monde entier. « Il faut nommer l'agresseur et la victime, soyons clairs sur ce point, et moi aussi, je voudrais féliciter la Tunisie de s'être tenue du côté de la liberté, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale en votant pour la résolution note de l'ONU condamnant les « annexions illégales de territoires de l'Ukraine par la Russie », a-t-il affirmé.

Réagissant à l'idée d'engager des négociations entre l'Ukraine et la Russie, l'Ambassadeur de la Tchéquie a, à son tour, considéré qu'il n'était pas possible de négocier avec l'agresseur, à savoir le régime russe.

De son côté, l'Ambassadrice de Pologne a rappelé les conséquences dévastatrices et douloureuses de l'occupation soviétique en Europe centrale et orientale pendant 40 ans, considérant que l'Ukraine subit aujourd'hui les mêmes conséquences de cette agression injustifiable provoquée par la Russie. Rejoignant les réflexions des diplomates européens, Senen Florensa a estimé que l'attitude tiède de la Tunisie face à l'agression russe en Ukraine a surpris les pays amis européens qui s'attendaient à ce que notre pays puisse aider à ce qu'en Europe ne se développent pas des forces contraires.

Réagissant à ces interventions, Hatem Ben Salem a nié avoir justifié l'agression russe en Ukraine, ajoutant que cette « agression est condamnée par la communauté internationale, par la Tunisie, du point de vue des lois internationales et de la morale humaine. »

Néanmoins, il explique qu'en tant qu'analyste, il n'avait pas d'obligations de réserve en expliquant les dessous de cette guerre, contrairement aux diplomates. « C'est une guerre de positionnement stratégique et la Russie ne veut pas perdre sa place stratégique. Nous sommes tous perdants dans cette guerre et c'est pour cette raison que j'ai lancé ce cri pour la paix qui nécessite forcément d'engager des négociations sérieuses », a-t-il conclu.

Hajer Ben Hassen

## LE THINK-AND-DO TANK DE RÉFÉRENCE EN MÉDITERRANÉE

Nous gérons des réseaux Euromed  
qui diffusent l'engagement euro-méditerranéen

### EuroMeSCo

Nous encourageons la recherche fondée sur des données probantes ainsi que le dialogue et le plaidoyer afin de contribuer à l'élaboration de politiques inclusives à même de renforcer les relations euro-méditerranéennes.

méditerranéennes plus inclusives,  
empathiques et résilientes.

### MedConfederation

Nous établissons des alliances entre les entreprises, la société civile et les groupes de réflexion pour un développement socioéconomique inclusif dans la région méditerranéenne.

### La Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée

Nous promovons l'égalité des sexes dans la zone euro-méditerranéenne en intégrant et en diffusant l'expertise et les actions sur le terrain.

### Medthink 5+5

Nous encourageons le dialogue et les initiatives de recherche conjointes en vue de l'intégration de la Méditerranée occidentale, conformément aux priorités du Dialogue 5+5.

### Réseau espagnol de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue interculturel

Nous promovons le dialogue interculturel, qui est source de transformation sociale, pour construire des sociétés

### Réseau euro-méditerranéen de garantie

Nous favorisons l'accès au financement des micros, petites et moyennes entreprises en étroite collaboration avec les systèmes de garantie du crédit.

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



### Quel visage de la nouvelle carte géopolitique en Méditerranée ?

**A**yant pour thème « La nouvelle carte géopolitique en Méditerranée », la première séance de la 24<sup>e</sup> session du forum international de Réalités a permis aux intervenants d'examiner les aspects de cette nouvelle donne géopolitique en Méditerranée et d'étudier les facteurs qui en étaient à l'origine, ainsi que les défis et les opportunités qui s'offrent aux pays des deux rives de la Méditerranée. L'avenir des relations de partenariat entre la rive sud et l'Europe était également à l'ordre du jour. Ayant la tâche de modération de cette première séance, René Leray, Professeur à l'université catholique de Louvain et à l'université Saint Louis à Bruxelles, a considéré qu'il était nécessaire pour chacun des pays de la méditerranée de bien interpréter les différentes données du nouvel ordre mondial pour pouvoir se repositionner, définir sa propre stratégie en fonction de ses points faibles et atouts et mettre en place des plans d'action pour agir dans le sens de son intérêt national.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». C'est en prononçant cette citation du philosophe politique Antonio Gramsci que Khattar Aboudiab, Directeur du conseil géopolitique perspectives France, a choisi d'expliquer la réalité de ce nouveau monde qui se dessine et où

c'est la culture de la guerre qui l'emporte sur la culture du dialogue et du partenariat. « Le monde qui est déjà assez troublé, divisé et lourdement frappé par les répercussions de la pandémie de la Covid subit de plein fouet la guerre en Ukraine qui résulte d'une confrontation entre puissances nucléaires », a-t-il noté.

#### Quand la nouvelle donne géopolitique accélère les ambitions en Méditerranée...

S'agissant de l'avenir de la carte géopolitique de la Méditerranée face à ce désordre stratégique majeur, Khattar Aboudiab considère que cette zone, en tant qu'espace géopolitique, énergétique et migratoire, n'échappe pas à ces bouleversements énormes. Il rappelle que cette zone qui a été secouée par tous les troubles de la dernière décennie depuis le printemps arabe, est désormais l'otage des idéologies meurtrières et des chaos destructeurs.

« On assiste à une chute libre due à plusieurs facteurs : la pandémie, la guerre en Ukraine, l'échec intérieur, le choc des cultures, les chocs économiques, l'échec des partenariats de l'Europe. Tous ces facteurs font de la Méditerranée un nouveau terrain au lieu qu'elle soit acteur », a-t-il estimé. Khattar Aboudiab évoque dans ce contexte les ambitions de certaines puissances mondiales en Méditerranée.



Khattar Aboudiab



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Ridha Ben Mosbah

née. Il cite l'exemple de la Russie et la guerre en Syrie dont les motivations sont similaires à celle déclenchée en Ukraine, à savoir d'ordre énergétique. « La Russie s'installe également en Libye et en Algérie. On parle de même d'un éventuel projet de coopération nucléaire russe avec le Maroc. L'entrée de l'élément nucléaire dans cette zone de la Méditerranée de l'Ouest aura un impact dévastateur sur toute la région », a-t-il ajouté.

Face à ces nouvelles ambitions, « la nouvelle Europe » devrait selon lui prendre des positions pour la paix, de nature à favoriser le calme dans le monde. L'Europe doit se réveiller avant que le monde ne soit en proie à davantage de troubles. Pour leur part, les pays de la Méditerranée n'ont qu'à se reconstruire tout en comptant sur leurs propres moyens. Même en Europe, les moyens vont être très limités, vu l'importance des ressources consacrées à l'industrie militaire.

Pour ce faire, Khattar Aboudiab évoque les points forts de la Méditerranée considérée depuis longtemps comme étant la mer des gaz. « La Russie est venue en Syrie non seulement pour soutenir Bachar Al Assad, mais aussi pour le gaz. L'un des plus grands titres de la guerre en Ukraine, c'est la guerre des énergies », a-t-il affirmé.

Il estime que face à ces grandes manœuvres de gaz, il est nécessaire de penser à adapter la coopération euro-méditerranéenne en tant qu'acquis, à ces nouvelles données et donc pousser vers l'intégration interne et régionale.

« Historiquement parlant, la Méditerranée était le centre du monde. A un moment donné, sa place a été effacée et l'Atlantique l'a suppléée pour devenir à son tour le centre du monde. Aujourd'hui, le nouveau centre du monde serait entre l'Atlantique et le Pacifique, à savoir l'Amérique et l'Asie. Il faut que l'Europe et la Méditerranée se réveillent. Ces deux entités pourraient être la force de l'équilibre qui sauve le monde et qui interdirait une troisième guerre mondiale », a-t-il conclu.

Ridha Ben Mosbah, ancien ministre du Commerce et ancien ambassadeur de Tunisie à Bruxelles, est revenu lors de son intervention dans le cadre de cette 2<sup>e</sup> séance sur les défis auxquels fait désormais face le partenariat euro-méditerranéen.

Selon lui, bien que le partenariat euro-méditerranéen ait relativement progressé en termes de développement économique, le bilan demeure en deçà des attentes et la situation du Sud semble pire que ce qu'elle était en 1995 ou en 2011. Il a noté que les défis auxquels fait face ce partenariat sont nombreux, certains datant depuis de longues années.

Parmi ces défis, Ridha Ben Mosbah cite une situation économique difficile sur la rive sud à cause de la succession des crises, du manque d'intégration commerciale entre les pays de la rive sud, des changements climatiques, de la hausse de la population de la rive sud entre 1970 et 2020 contre 6% seulement pour l'Union Européenne, l'inadéquation entre le système de formation et celui économique, la hausse des taux de chômage, la crise migratoire, des problèmes de gouvernance dans divers pays de la région, ainsi que de la transition énergétique et digitale.

#### Un partenariat Euromed qui progresse mais à un rythme lent

Il conclut que le partenariat Euromed n'a pas réussi à impulser une dynamique de transformation et de réformes dans les pays du Sud lourdement frappé par une série d'événements marquants dont l'effondrement de l'Etat libyen, l'extension du terrorisme dans toute la zone, la crise des réfugiés, la pandémie de la Covid, etc.

Il explique que contrairement aux attentes des années 90, le développement socio-économique, les évolutions culturelles et sociétales, les modes de gouvernance et la démographie dans les deux rives ont suivi des voies divergentes ayant renforcé les incompréhensions et alimenté certaines rancœurs et un ressentiment.

« Quand les Européens parlent de démocratie, on les soupçonne de tenir à leurs intérêts économiques. Cette incompréhension est alimentée par un problème de mobilité et par la montée des opinions xénophobes et islamophobes sur la rive sud de la Méditerranée », a-t-il affirmé. Et d'ajouter que « cette situation génère des tensions de tout ordre au sein des sociétés de la rive sud qui sont frustrées par les espoirs d'amélioration économique et sociale et qui considèrent la rive nord comme une forteresse indifférente au sort de ses voisins. »



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

Ridha Ben Mosbah a ajouté que le déclenchement de la guerre en Ukraine a eu un impact sur la donne en méditerranée qui se veut, en vertu du partenariat Euromed, une zone de dialogue et de coopération garantissant la paix, la prospérité et la stabilité. Cet impact se traduit notamment par le revirement de certains mouvements et le retour des Américains dans la sphère euro-méditerranéenne. Face à ce changement majeur, l'Europe tente d'apporter des éléments de réponse en proposant des investissements colossaux en faveur du développement de la sécurité et d'une économie verte pour les 7 années à venir. L'ancien ministre a ajouté que face à ces changements marqués par des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en denrées alimentaires et en énergies, l'Europe cherche désormais à développer davantage ses liens économiques à travers la géolocalisation pour réduire sa dépendance à l'égard de certains pays lointains. « Face aux intentions des grandes puissances, l'Europe doit affirmer sa présence dans une zone d'influence économique et a tout intérêt à regagner les cœurs des populations du Sud qui ont aujourd'hui d'autres offres à faire valoir », a-t-il conclu. Lors de son intervention, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en Tunisie, Zhang Jianguo, a considéré que le monde est désormais malade et est entré dans une

nouvelle période de turbulences où les menaces et les défis planétaires se multiplient et gagnent du terrain, à savoir unilatéralisme, protectionnisme, hégémonisme, menaces sécuritaires non conventionnelles, pandémie, terrorisme, changements climatiques, cybersécurité, etc. Néanmoins, il a noté que l'évolution vers un monde multipolaire, la mondialisation économique, l'informatisation de la société et la diversité culturelle se poursuit et l'aspiration de la communauté internationale à la paix et au développement est au plus fort niveau. Pour répondre à cet impératif, le diplomate chinois souligne qu'il est nécessaire que tous les pays du monde s'engagent à renforcer la solidarité, la coopération, le système de gouvernance mondiale et à chercher des solutions aux questions planétaires. « Nous devons déployer tous les efforts pour préserver la paix et rejeter les guerres, poursuivre le développement et éliminer la pauvreté, promouvoir l'ouverture et rejeter la fermeture, renforcer la solidarité et rejeter la division, défendre l'équité et rejeter l'intimidation », a-t-il affirmé.

### Quelles ambitions chinoises en Méditerranée ?

Pour ce faire, l'ambassadeur de la Chine considère que le monde a besoin d'un véritable multilatéralisme en tant que pierre angulaire de l'ordre international existant et

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

voie salutaire à suivre pour préserver la paix et promouvoir le développement. Il précise que la Chine en tant que pays bâtisseur de la paix mondiale est déterminée à pratiquer un véritable multilatéralisme pour améliorer la gouvernance mondiale et promouvoir la coopération multilatérale. Il rappelle que la Chine est le deuxième contributeur financier de l'ONU aux opérations de maintien de la paix dans le monde, le seul pays à avoir inscrit dans sa constitution la poursuite de la voie de développement pacifique et le seul parmi les 5 Etats dotés d'armes nucléaires à s'être engagé à n'utiliser à aucun moment en premier les armes nucléaires. S'agissant de la coopération de la Chine avec les pays de la Méditerranée, le diplomate a noté que cette coopération se constitue uniquement par le biais des relations bilatérales et regrette l'absence jusque-là d'accords entre la Chine et les pays méditerranéens. « Il y a des efforts à faire dans ce sens. Une coopération multilatérale devrait apporter une plus grande flexibilité et un espace plus large pour que les pays participent à la gouvernance mondiale », a-t-il estimé. Dans ce contexte, il considère qu'en tant qu'important carrefour reliant l'Europe et l'Afrique, la Tunisie jouit d'un énorme potentiel, d'un apport significatif dans la



Zhang Jianguo

région méditerranéenne et nord-africaine. « Le 28<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois qui se tiendra prochainement à Pékin permettrait de définir les objectifs de développement international pour les 5 prochaines années et au-delà et élaborer un plan global pour le développement futur de notre pays sur ce nouveau point de départ. » a-t-il assuré. Et d'ajouter : « La Chine continuera à collaborer avec les autres pays du monde, en particulier les pays méditerranéens pour déployer tous les efforts en faveur de la paix et du développement, en vue de bâtir ensemble un monde meilleur ».

Hajer Ben Hassen

## Les hydrocarbures, première motivation des grandes puissances en Méditerranée

**« L'histoire s'accélère, la géographie se transforme et le monde d'aujourd'hui ne ressemble en rien à ce qu'il était au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Le déséquilibre des puissances n'est plus le même ». C'est avec cette idée que Radhi Meddeb, président de Comete Engineering, a choisi d'entamer son intervention dans le cadre du forum de Réalités.**

Il explique que le monde a connu de profondes mutations et que la Méditerranée est un miroir grossissant de ces évolutions par rapport au reste du monde telles que les dérèglements climatiques qui seraient encore plus violents dans la zone méditerranéenne. Il ajoute que les fractures qui marquaient la Méditerranée au cours des dernières années se sont multipliées et sa stabilité a été impactée depuis la disparition de la bipolarité du monde. « Etant au cœur de ces transformations, tout le monde prétend jouer un rôle en Méditerranée. Outre les grandes puissances qui ne veulent pas acter leur recul sur certaines positions en Méditerranée, on voit désormais des puissances moyennes et régionales y émerger. Le printemps arabe était une formidable occasion d'un fluorescent d'interventions de multiples puissances dans la région », a-t-il affirmé. Dans ce contexte, il cite le cas de la Libye, où règne une immense gabegie et où toutes les puissances s'affrontent désormais : les Emirats arabes unis, le Qatar, la Turquie, la France, les USA, etc. « Tout le monde semble être soucieux du bien-être de la population or, en réalité, ce sont des intérêts économiques majeurs qui attirent tout ce beau monde en Libye. Ce qui intéresse dans la région de la Méditerranée, ce sont les



Radhi Meddeb

hydrocarbures, cœur de l'économie », a-t-il lancé. Et d'ajouter : « La Turquie qui prétend y jouer un rôle majeur a fini par signer avec la Libye l'accord de délimitation maritime controversé, suivi d'un accord de prospection d'hydrocarbures dans les eaux libyennes. Cet accord donne désormais à la Turquie la possibilité de forer, même sur les frontières européennes, du côté de Chypre. Il n'y a que les hydrocarbures qui intéressent dans la région. L'accord récent signé entre Israël et le Liban portant sur la délimitation de la frontière maritime permettant

l'exploration et l'exploitation des ressources gazières au large des côtes libanaises et israéliennes, va tout à fait dans ce sens ». Radhi Meddeb a ajouté que la menace de fermeture de Nord Stream 2 par la Russie a également pu montrer comment tous les gouvernements européens se sont précipités vers l'Algérie pour demander l'augmentation du volume exploité des gaz qui transitent par le gazoduc transméditerranéen. « Deux mois après la visite d'Emmanuel Macron en Algérie, sa Première ministre y effectue une visite accompagnée de la moitié de son gouvernement. 16 ministres étaient en déplacement à la recherche du pétrole », a-t-il rappelé.

### L'économie pour contrecarrer le populisme

Selon Radhi Meddeb, outre les ambitions des différentes puissances mondiales et régionales, la Méditerranée fait aujourd'hui face à un grand défi, celui de l'immédiateté. « Face à la multiplication des fractures, les pays de la Méditerranée se retrouvent tous empêtrés dans la gestion de l'immédiateté. Ces pays ne sont plus dans le moyen ou le long terme mais sont plutôt pris sous l'emprise de l'immédiateté », a-t-il ajouté. Selon l'expert économique, cette immédiateté ne pourra que favoriser l'émergence des populismes dans la région comme c'est le cas partout dans le monde. « Les populistes s'installent partout et c'est viral, aux USA, au Brésil, en Hongrie, en Italie. Ce populisme est porté par la vague de mécontentement », a-t-il noté. Dans ce contexte, il estime que seule l'économie a la capacité de contrecarrer la montée du populisme. « Avec la capacité de répondre ou non aux exigences des populations, c'est l'économie qui mettra fin au populisme, car ce dernier ne saura pas répondre aux exigences des populations », a-t-il assuré. Par ailleurs, Radhi Meddeb a estimé que, tout comme la ré-

gion méditerranéenne, l'Afrique, dans sa globalité, n'est pas à l'abri de toutes ces évolutions et transformations profondes qui marquent le monde. « Avec 1,4 milliard d'habitants dont 400 millions de classe moyenne, la population africaine passera à 2 milliards d'habitants en 2050 et à 4 milliards en 2100. L'Afrique constituera donc un gros ensemble humain et sera le principal gisement de la jeunesse dans le monde. Une jeunesse plus instruite, connectée et de plus en plus exigeante. L'Afrique n'a donc pas le choix. Elle doit se lever, sinon c'est sa jeunesse qui se lèvera », a-t-il affirmé. Radhi Meddeb estime que l'un des défis majeurs auxquels fait face l'Afrique est la gouvernance. « On a tous pensé que l'Afrique avait pris le chemin de la démocratisation, or, le risque de coups d'Etat demeure quotidien dans les Etats africains. Malheureusement, la gouvernance de l'Afrique ne s'améliore pas nécessairement », a-t-il affirmé. Il a ajouté que l'Afrique faisait aussi face à de multiples convoitises. Alors que les puissances coloniales ont du mal à accepter le recul de leur influence, de nouvelles puissances s'invitent en Afrique à l'instar de la Chine. « La Russie s'est aussi invitée au Mali, même si elle ne le reconnaît pas », a-t-il noté. S'agissant de l'impact de la guerre en Ukraine, Radhi Meddeb confirme que l'Afrique subit frontalement cette guerre qui menace sa sécurité alimentaire. Il estime que l'Afrique est profondément heurtée par l'impact de cette guerre et est soumise aux mêmes défis : transition démographique, transition écologique, exigences socio-économiques de sa jeunesse, mais aussi défis climatiques. « Des régions entières de l'Afrique sont mises à l'épreuve avec les changements climatiques et rien ne saura arrêter les flux des réfugiés climatiques », a-t-il conclu.

H.B.H.

**La nouvelle donne stratégique en Méditerranée :  
Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires,  
énergétiques et technologiques**



**Les flux migratoires en Méditerranée**

**Le droit à la mobilité  
face à la triste et injuste réalité !**

Une mer macabre, des politiques européennes inhumaines de lutte contre les flux migratoires irréguliers et des violations au droit à la mobilité, les expressions se sont diversifiées mais se sont retrouvées face à une seule réalité commune partagée : il est plus que jamais temps de trouver de nouvelles solutions efficaces aux flux migratoires irréguliers en Méditerranée.

C'est ainsi que se sont retrouvés universitaires, experts, diplomates et journalistes à débattre de la question des flux migratoires en Méditerranée lors de la deuxième séance de la première journée de la 24<sup>e</sup> session du Forum international de Réalités tenu cette année sous le thème « La Nouvelle donne stratégique en Méditerranée : les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques ».

Les flux migratoires à destination des pays européens se diversifient chaque année. « L'élite choisit l'Europe pour s'installer et cela ne concerne pas seulement les nouveaux diplômés qui recherchent un premier emploi mais aussi ceux qui quittent des établissements privés et publics pour aller fonder une nouvelle vie dans un pays européen », avait regretté Slim Tlatli, ancien ministre de l'Emploi et de l'insertion des jeunes, consultant international senior et membre de plusieurs Conseils d'administration. « Nous, pays pauvres, dépensons énormément d'argent pour former nos jeunes et ce sont les pays occidentaux qui en profitent », a-t-il ajouté.

**Un problème d'origine démographique**

Pour Gérard-François Dumont, géographe, économiste et démographe, les flux migratoires en Méditerranée sont en étroite corrélation avec la donne démographique des deux continents, africain et européen.

Selon lui, il existe un paradoxe entre le rapprochement espace-temps des deux rives de la Méditerranée -un rappro-



*Gérard-François Dumont*

chement qui a eu lieu grâce notamment aux développements technologiques- et la fragmentation migratoire qu'il représente. Dumont a, par ailleurs, estimé que la population méditerranéenne était répartie inégalement sur les pays, d'où le déséquilibre démographique observé à travers des différences phénoménales en termes de taux d'accroissement naturel. Ces différences s'expliquent, a-t-il poursuivi, notamment par les particularités de chaque pays.

Hassan Boubakri, professeur de géographie et d'études des migrations à l'Université de Sousse et président du Centre de Tunis pour la migration et l'asile (CeTuMA) a quant à lui, affirmé que toute la dynamique et les bouleversements liés à la question migratoire depuis les années 80 du siècle dernier n'échappaient pas à la dimension géographique « Les flux migratoires développés depuis les indépendances de la majorité des pays africains se sont développés à travers le Sahara, faisant ainsi de plusieurs grandes villes, des lieux connus pour être des points d'échange humain entre l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud du Sahara », a-t-il ajouté.

« Avant 2011, on peut parler de 2 temps, le premier quand la Libye est entrée en confrontation avec les USA et le



**Au service  
de la Tunisie  
depuis 1999**



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Hassan Boubakri



Mahmoud Kaba

monde occidental et s'est transformée en un grand pôle d'immigration pour les Subsahariens et un deuxième temps quand il est devenu de plus en plus difficile pour les Subsahariens d'y rester », a-t-il expliqué. Durant ce deuxième temps marqué par la levée de l'embargo, en 2004, avec la pression britannique, la Libye fut considérée comme allié stratégique des pays du Nord dans la lutte contre la migration irrégulière.

Selon professeur Boubakri, les événements de 2011 et la chute de Ben Ali puis de Kadhafi ont constitué une sorte d'illusion partagée par les pays africains ou encore les pays occidentaux. « On a rejoint le modèle occidental de la démocratie, on croyait qu'il y aurait au moins un assouplissement des procédures de circulation des Tunisiens vers les pays occidentaux, mais l'Union européenne a plutôt réactivé les partenariats de la mobilité », a-t-il noté, estimant que les Occidentaux avaient pensé que la démocratisation était l'occasion pour les populations africaines de rester chez elles.

Or, selon les données publiées par Frontex (Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes), il y a eu 2.6 millions de personnes qui ont débarqué sur les côtes européennes entre 2008 et 2020, dont 80% entre 2014 et 2020. « C'est clair que la guerre en Libye a alimenté l'instabilité qu'on voit dans les pays, notamment subsahariens, en plus de la crise environnementale et du développement de réseaux criminels de traite de personnes qui vont même les chercher dans leurs villages pour les emmener jusqu'à la Libye », a-t-il fait savoir. Selon lui, cette guerre dont on n'a pas calculé les suites, continue d'alimenter les flux migratoires subsahariens vers l'Europe qui a mobilisé des fonds dont 80% vont en soutien aux politiques migratoires et au contrôle des frontières.

Certains gouvernements ont même financé des réseaux de transports illégaux des migrants pour qu'ils arrêtent de transporter les migrants vers les pays européens, selon Boubakri.

Dans le cadre de ces politiques européennes de financement de gouvernements africains pour lutter contre les flux migratoires, le Niger, membre du CEDA, à titre d'exemple, s'est engagé à stopper le flux de migration qui vient des pays subsahariens, passant par le Niger, pour arriver en Libye, créant un blocage de la mobilité entre des pays voisins, a rappelé Boubakri qui souligne que plusieurs pays, dont ceux d'Afrique du Nord, ont re-

fusé la mise en place de plateformes de débarquement des migrants irréguliers.

### Des politiques inhumaines

Mahmoud Kaba, expert Euromed, a estimé que toutes les politiques de financement des programmes de lutte contre les flux migratoires ne prenaient pas en compte l'aspect humain de ce phénomène.

En effet, des modèles économiques sont proposés par les pays européens aux pays maghrébins pour lutter contre les flux migratoires et des politiques pour la réduction des flux de migrations irrégulières sont appliquées, mais personne ne parle de l'impact de ces politiques sur les peuples subsahariens. « Les matériaux et les équipements fournis sont utilisés pour violer le droit des migrants subsahariens, voire pour intercepter les personnes qui essaient de se rendre en Europe alors que personne ne demande comment cette interception est faite », a-t-il regretté, soulignant que le nombre de personnes décédées sur les frontières en 2021 a dépassé les 3000. Selon lui, il faudrait calculer le coût humain de la lutte contre les flux migratoires et pas seulement le coût économique. Kaba a considéré les pays maghrébins comme responsables d'une politique de non accueil des personnes migrantes au Maghreb. « En Tunisie, il n'y a pas de loi d'asile malgré le nombre énorme de demandes en attente », a-t-il rappelé.

Le nombre des réfugiés et demandeurs d'asile a connu une augmentation en Tunisie, passant de 6 200 en 2019 à 6 500 personnes en janvier 2021 (bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, HCR-Tunisie).

La Constitution tunisienne de 2014 avait reconnu dans son article 26 le droit d'asile politique. Cependant, aucune loi ou projet de loi sur l'asile politique n'a été élaboré. La Tunisie a aussi ratifié la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole.

La mer méditerranéenne est devenue de nos jours un cimetière à ciel ouvert des migrants de toutes nationalités face à des circonstances de vie de plus en plus difficiles et des gouvernements le moins qu'on puisse dire incompétents. Les solutions financées par l'Union européenne ont prouvé leur inefficacité, d'où la nécessité de trouver de nouvelles solutions locales adaptées à nos besoins et respectant nos droits, notamment à la mobilité, en tant que citoyens africains mais aussi en tant que citoyens du monde.

Sedki Belkhiria

**BTK@DOC**  
**BUSINESS**

**DE NOUVELLES  
FONCTIONNALITÉS  
DE VOTRE BANQUE  
À DISTANCE**

**DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU SERVICE !**

Grâce au service **BTK@DOC BUSINESS**, accédez de manière totalement **sécurisée** à votre espace privé de banque en ligne et bénéficiez de toutes les **fonctionnalités** liées à la gestion de vos comptes bancaires, à travers **une nouvelle panoplie de services**.





## Nouvelle donne économique En quête de solutions pour une sortie de crise

« La nouvelle donne économique : De nouveaux défis et de nouvelles opportunités », a fait l'objet du premier panel de la deuxième journée de la 24<sup>e</sup> édition du Forum de Réalités organisé sous le thème « La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques ». Plusieurs personnalités, ministres, observateurs, chercheurs et économistes sont venus discuter et échanger les avis sur des questions vitales pour le pays. Les avis sont certes divergents mais tout le monde s'accorde à dire que la situation est délicate et compliquée par rapport aux dernières années. Une situation qui nécessite l'accélération des réformes et l'assainissement des finances publiques et des pressions financières suscitées par l'explosion de la dette souveraine. Tout le monde semble être aussi conscient des évolutions et des grandes tendances mondiales qui ne cessent de se manifester et qui exigent de mettre en place tout un plan d'action pour pouvoir dépasser la crise avec le moins de dégâts possible.

### « On ne peut pas être qu'un sous-traitant »

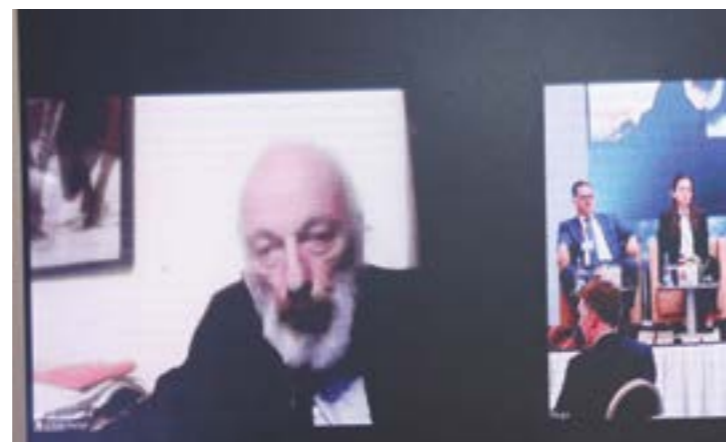
Intervenu en ligne par vidéoconférence, Olivier Pastre, économiste, acteur indépendant de l'évaluation de l'expertise financière (France), a déclaré qu'il y avait une rupture fondamentale à opérer quel que soit le pays : « La Tunisie comme la France se mettent aujourd'hui dans les grands rails pour sortir de la crise dans de bonnes conditions », a-t-il dit.

Il a par ailleurs indiqué que cette crise a fait émerger des surprises. Par exemple, il n'y a pas eu, selon lui, d'impact sur les PME, ni d'augmentation massive du chômage, ou une véritable délocalisation. L'inflation aussi n'était pas un défi majeur et les entreprises n'ont pas arrêté de recruter.

Outre ces surprises, il a soutenu la poursuite de la digitalisation de l'économie, de la transition énergétique et du rôle important de l'Etat pour rendre la crise moins douloureuse pour les différentes catégories sociales. Il a évoqué deux priorités absolues, à savoir l'emploi et l'industrie. Pour l'emploi, il faut donner la priorité aux jeunes, à la formation professionnelle et aux régions qui ont un rôle essentiel à jouer. La deuxième priorité est la remontée de la chaîne de valeur. « On ne peut pas être qu'un sous-traitant. Il faut capter et créer de la valeur ajoutée. C'est un enjeu majeur que tous les pays doivent affronter, notamment la France et la Tunisie », a-t-il précisé.

En outre, il a appelé à accélérer la transition énergétique et à exploiter le potentiel du continent africain : « La politique africaine de la Tunisie n'est pas suffisante alors qu'elle pourrait être un modèle à suivre ».

Olivier Pastre a appelé à travailler sur la question de la souveraineté non seulement dans le secteur agricole mais



Olivier Pastre



Hakim Ben Hammouda



Nejia Gharbi

aussi dans tous les secteurs d'activité tout en optant pour les partenariats public-privé (PPP).

### Le mythe d'un pays stable !

De son côté, l'ancien ministre des Finances, Hakim Ben Hammouda, a reconnu que « le monde traverse aujourd'hui une grande zone de turbulence. Pour lui, les croquants de l'économie ont commencé à apparaître depuis quelques années pour enfin montrer que la globalisation est un mythe extraordinaire. Et de préciser que la guerre russo-ukrainienne a montré finalement qu'on a vécu durablement sur le mythe d'un pays stable », a assuré Ben Hammouda, avant de souligner que les pays les plus touchés sont ceux les plus fragiles comme la Tunisie, expliquant cette fragilité par le niveau élevé du déficit externe, l'inflation, l'endettement, la faiblesse du moteur de la croissance interne et la déstabilisation de la chaîne de distribution.

Pour assurer une sortie maîtrisée de cette crise, Hakim Ben Hammouda a préconisé la mise en place d'un programme de sauvetage et la fixation des conditions de sa réussite avant d'exprimer son espoir de pouvoir signer l'accord avec le FMI comme garantie pour les autres bailleurs de fonds.

Il a aussi recommandé de rétablir le choc de la production dans les filières du lait et du sucre et le secteur agricole qui ne peut pas vivre sans la subvention de l'Etat, selon ses dires. La levée des entraves pour le secteur privé et l'accélération de la transition technologique et énergétique ont été aussi fortement recommandées.

### Un fonds pour financer les PME dans les régions

Nejia Gharbi, DG de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a affirmé que les pressions sur la trésorerie et le niveau élevé du déficit budgétaire ont fait que le financement de l'économie est devenu un peu réduit, surtout le crédit à l'entreprise. Cette situation risque d'empirer avec l'inflation qui, elle-même, risque d'atteindre les deux chiffres d'ici la fin de l'année en cours, selon ses dires. Cela a un impact négatif sur la rentabilité et le coût de la production.

Elle a par ailleurs indiqué qu'elle comprenait parfaitement la décision de la BCT d'augmenter de nouveau son taux d'intérêt directeur pour faire face à l'inflation, bien

que cela soit de nature à alourdir davantage les charges financières sur les PME.

Nejia Gharbi a indiqué que la CDC, en coordination avec les pouvoirs publics, essayait de trouver des solutions à la résilience de ces entreprises et de subvenir à certains besoins de financement à travers la mise en place d'un plan de relance économique.

Selon ses déclarations, la CDC intervient en matière de recapitalisation des PME qui souffrent d'une fragilité énorme et qui n'ont pas pu résister à la crise. « Nous avons proposé, dans le cadre de ce plan, des fonds dédiés à la restructuration financière des PME et au financement de l'innovation. Il a été aussi proposé de créer un fonds impact chargé de financer les PME dans les régions », a-t-elle dit.

Elle a fait remarquer qu'on doit raisonner de la même manière pour une entreprise publique ou privée, diagnostiquer les problèmes qui pèsent lourdement sur les équilibres financiers et trouver des solutions pour la transformation. Selon elle, le problème des entreprises publiques est surtout de gouvernance, citant les cas de la STB et de la BNA.

Par rapport à la proposition de créer un fonds générationnel, elle a expliqué que ce type était généralement constitué lorsqu'il y a des ressources importantes à préserver pour les générations futures, ce qui n'est pas le cas pour la Tunisie qui n'a pas de ressources. « Mais le modèle de la CDC est déjà un fonds générationnel car elle essaye de sécuriser les ressources pour pouvoir les investir dans des projets et créer de la richesse pour les générations futures », a-t-elle encore expliqué.

### L'argent échappe aux circuits bancaires

Par rapport au secteur bancaire, Lotfi Debbabi, Directeur général de la QNB, a indiqué que si on prend en considération la situation macroéconomique, le secteur est bel et bien résilient puisque la majorité des banques ont des indicateurs qui répondent aux standards exigés par le régulateur.

Il a toutefois indiqué qu'une première somme de 3,365 MDT et une deuxième s'élevant à 3,3 milliards de dinars (pour le paiement de la dette internationale) ont été prélevées cette année sur la liquidité des banques, ce qui a entraîné un resserrement de liquidité. La baisse de l'investissement et l'accès au financement sont deux autres

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



facteurs qui ont malheureusement enfoncé le clou et rendu la situation encore plus douloureuse, selon ses dires.

Il a en outre indiqué que suite à la dégradation de la note souveraine de la Tunisie, certaines banques ont du mal à trouver des confirmations sur certaines lettres de crédit mais elles continuent à survivre grâce à la solidité de leurs ratios de solvabilité. Cette situation a impacté aussi le volume d'épargne et de collecte des dépôts.

Le banquier a par ailleurs dénoncé le volume de l'argent qui échappe aux circuits bancaires et les transactions en devise qui se font d'une personne à une autre et a exhorté à consommer tunisien pour pouvoir optimiser les importations et équilibrer la balance de paiement.

### Il faut s'adapter

Quant à Fatma Rekik, PDG de la société STI-FEN, fournisseur de l'industrie agroalimentaire, elle a déclaré que le secteur agroalimentaire était un secteur résilient quel que soit le problème, soulignant toutefois qu'aujourd'hui, la situation est très délicate, comparée à celle des années Covid durant lesquelles la production ne s'est jamais arrêtée, même dans les périodes de confinement. Cette crise de pénurie est l'un des plus grands chocs depuis les années 70 puisqu'il s'agit de produits de première nécessité provenant de l'Ukraine et de la Russie comme les céréales, l'alimentation de bétail, les engrais et l'énergie.

Elle a appelé à s'adapter à cette situation et à se sécuriser au niveau des stocks pour éviter la rupture de la production et à profiter de cette pénurie par le biais de l'innovation en lançant de nouveaux produits qui remplacent ceux qui sont en rupture. « C'est le moment pour l'industriel tunisien de développer ses produits puisque la demande est très importante aujourd'hui », appelant ainsi à profiter de la délocalisation des entreprises industrielles de l'Europe vers l'Afrique du Nord. « Il n'y a qu'une



■ Lotfi Debbabi



■ Fatma Rekik



■ Skander Naija

seule solution, celle de s'adapter et d'être très attentif par rapport à notre environnement », a-t-elle spécifié.

### Appel à la libéralisation des tarifs

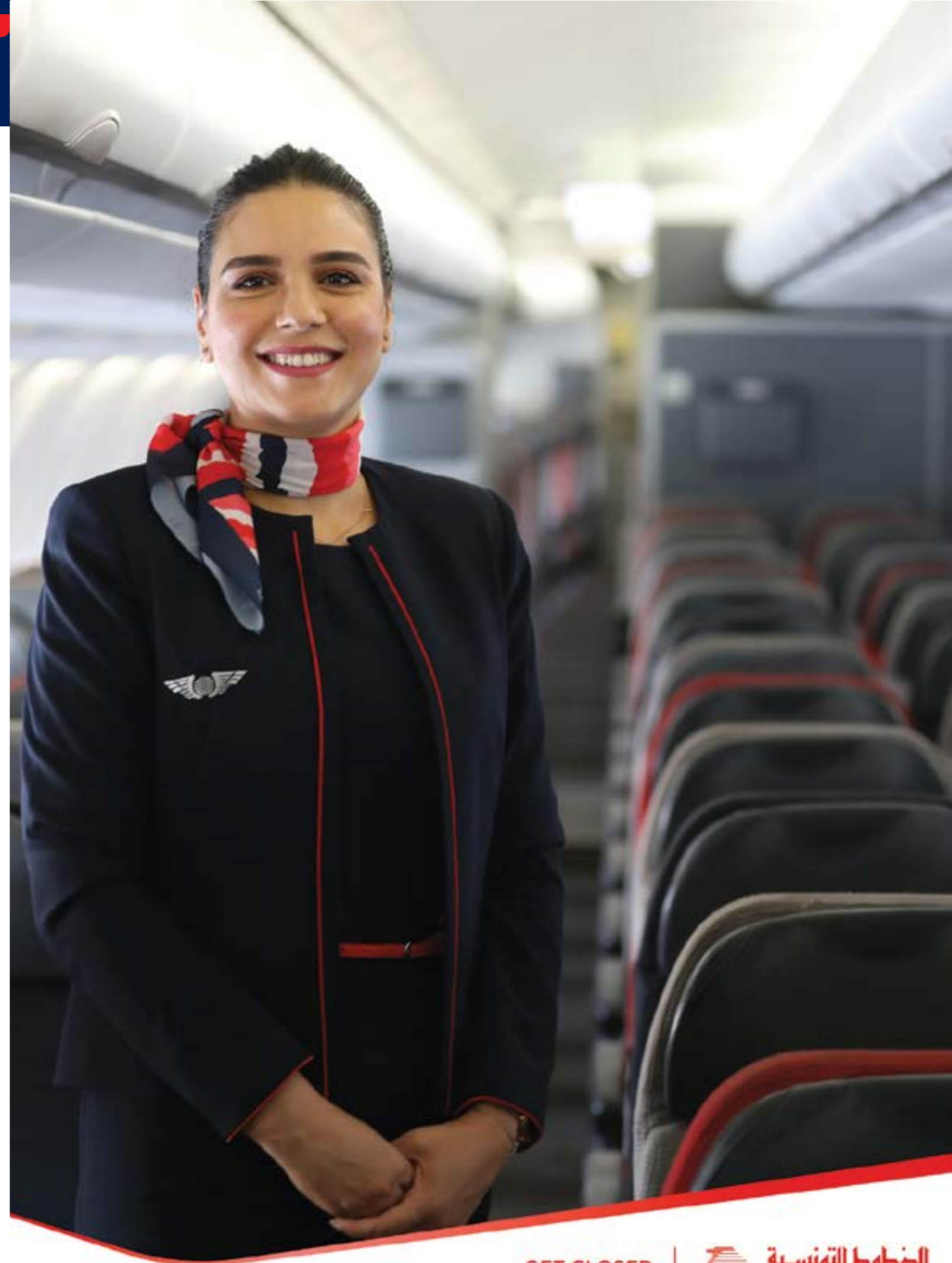
Pour sa part, Skander Naija, DG de AMI Assurances a fait remarquer que le secteur des assurances comme toute entreprise, a subi l'impact d'une multitude de crises diverses et simultanées surtout que son métier est de limiter l'impact de cette crise sur les différents acteurs économiques. Naija a par ailleurs expliqué qu'en termes de chiffre d'affaires, les compagnies d'assurances n'ont pas été beaucoup impactées à l'instar des autres entreprises, mais le rythme de croissance a fortement diminué ces dernières années puisque le secteur des assurances dépend énormément du secteur automobile. Selon lui, le secteur automobile pèse près de 46% de l'assurance en Tunisie alors que la couverture des entreprises représente entre 20 et 25% tous types confondus.

Il a indiqué que les compagnies d'assurances avaient une grosse responsabilité et elles sont appelées à trouver une solution pour l'assurance automobile: « Aujourd'hui, si on arrive à encaisser tous les chocs, c'est parce qu'il y a de nouvelles garanties et qu'on a adopté des solutions de plus en plus ingénieuses », a expliqué le DG de l'assureur AMI avant d'appeler à la libéralisation des tarifs.

Skander Naija a aussi expliqué que la compagnie d'assurances est comme la banque, elle gère des risques à long terme et elle doit anticiper tous les risques pour être plus résiliente et pouvoir jouer pleinement son rôle de financeur de l'économie.

Il a ajouté que les compagnies d'assurance devraient développer les garanties des assurances afin de pouvoir couvrir les acteurs économiques et que des réflexions étaient en cours pour l'intégration de l'assurance dans le modèle économique.

■ Khadija Taboubi



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



### Nouvelle donne stratégique en Méditerranée et souveraineté énergétique

## Repenser le modèle énergétique

Ouvrant les travaux du panel intitulé *“Nouvelle donne stratégique en Méditerranée et souveraineté énergétique”*, Mustapha Haddad, consultant indépendant en énergie, a donné un aperçu du contexte général du secteur énergétique. En effet, pour l’expert, l’énergie a déjà fait l’objet de plusieurs études, de projets de coopération et de complémentarité entre les différents pays des deux rives, et ce, depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995, l’Union pour la Méditerranée. Cependant, souligne le modérateur de ce panel, “peu de ces projets ont abouti et les initiatives sont au point mort”. Le contexte international marqué par l’embargo imposé par les Européens sur la Russie, suite à l’intervention militaire en Ukraine, rend les ressources énergétiques des pays du Sud et de l’Est de la Méditerranée d’un intérêt stratégique de l’UE”.

**Rachid Ben Daly, DG des hydrocarbures au ministère de l’Industrie, de l’énergie et des mines : “Nous devons diversifier nos sources”**

Prenant la parole, le Directeur général des hydrocarbures au ministère de l’Industrie, de l’énergie et des mines, Rachid Ben Daly a essayé de décrire le contexte énergétique



Rachid Ben Daly

tunisien. En effet, Ben Daly a révélé que la dépendance de la Tunisie en matière d’énergie est de 51%. Le gaz naturel reste toujours un problème épineux pour notre pays qui importe presque 63% de ses besoins. En l’absence de découvertes en vue et de richesses, la question qui se pose selon Ben Daly est *“d’où va-t-on importer toutes les quantités dont on a besoin ?”*.

Face à ce constat alarmant, d’autant que d’ici 2030 la situation pourrait se compliquer davantage, Rachid Ben Daly a présenté comme solution, l’intensification de l’exploration pour les hydrocarbures conventionnels et non-conventionnels, l’études des solutions alternatives (ER, GNL, etc.), la diversification des sources de gaz surtout que notre pays dépend actuellement d’une seule source à savoir l’Algérie et l’attraction des sociétés internationales capables d’explorer le sous-sol tunisien.

Revenant sur la question de la dépendance tunisienne du gaz algérien, Ben Daly considère qu’il s’agit certes *“d’une source fiable mais nous devons diversifier nos sources”*. Il faut dire que le tableau que dresse le DG des hydrocarbures au ministère de tutelle est loin d’être rassurant. Les enjeux semblent de taille. Selon ce responsable, même le projet prometteur que l’Etat a mis en place pour accorder plus d’importance à l’énergie renouvelable qui devrait participer à 35% du mix énergétique, reste incapable à lui seul, de résoudre le problème, attendu qu’on est obligé de chercher 65% de nos besoins qui sont essentiellement des sources fossiles (huile et gaz).

En l’absence de découvertes prévisibles, les ressources conventionnelles restent toujours limitées. Ceci dit, Ben Daly préconise l’exploration d’une étude sérieuse sur les ressources non-conventionnelles, d’où également l’importance d’amender le Code des hydrocarbures (fiscalité plus attirante et favorable).

Les ressources non conventionnelles telles que les gaz de schiste se présentent comme alternative et solution adéquate pour surmonter ce déficit énergétique. Pour l’orateur,

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Khaled Kaddour

*“Les ressources en hydrocarbures (huile et gaz) présentent un substitut au déclin actuel et l’absence de découvertes de taille de sources conventionnelles”* d’autant que les études de l’Agence internationale de l’énergie (Etats-Unis depuis 2011) montrent de grands potentiels pour la Tunisie. Il s’agit selon Ben Daly, des ressources qui sont en cours d’exploitation par des pays tels que les Etats-Unis et la Chine etc.) et des ressources prouvées pour certains pays (Algérie). C’est pourquoi la Tunisie est actuellement en phase d’élaboration d’une étude environnementale stratégique (EES) portant sur les aspects techniques, économiques et surtout l’acceptabilité sociale (concertation publique).

Sur un autre plan, le Directeur général des hydrocarbures au ministère de l’Industrie, de l’énergie et des mines a mis l’accent sur la stratégie énergétique pour l’année 2035 mise en place par le ministère. En effet, cette étude sera basée sur quatre piliers à savoir *“la décarbonisation, une tendance internationale que notre pays devrait suivre, la sécurité d’approvisionnement, le développement économique inclusif et la transition juste fondée sur la lutte contre la précarité énergétique et l’égalité entre les genres”*.

Les enjeux qui ont été fixés à travers cette étude sont de grande importance selon l’orateur qui en a défini quatre, à savoir l’efficacité en matière d’utilisation de l’énergie, le respect des engagements climatiques surtout que notre pays s’est engagé à limiter les émissions en CO2 de 43% d’ici 2030, l’inclusion économique et celle sociale.

Ben Daly a passé en revue, lors de son intervention, le contexte international en matière d’énergie marqué essentiellement par la guerre russo-ukrainienne qui a chambardé l’ordre économique et énergétique mondial et engendré des perturbations et tensions sur le marché des produits pétroliers. Ceci a poussé les Européens à rechercher immédiatement d’autres marchés de gaz substituant le gaz russe (Algérie) et même à accepter des solutions présumées interdites avant le conflit tels le nucléaire, le charbon, le schiste, etc.

**Khaled Kaddour, ancien ministre de l’Energie : “Pour un développement solidaire, durable et respectant l’environnement”**

L’ancien ministre de l’Energie, des mines et des énergies renouvelables, Khaled Kaddour, n’y est pas allé par quatre

chemins pour décortiquer la situation actuelle du secteur. En effet, pour lui, face à la situation critique par laquelle passe la région méditerranéenne, *“il faut refonder la politique énergétique régionale”*. Selon lui, *“l’ordre de priorité est clair : tout d’abord assurer la sécurité énergétique, inclure la souveraineté et l’indépendance économique et ensuite décarboniser”*. Ceci dit, le secteur énergétique a besoin de la confiance et de la constance du politique.

Selon l’expert en énergie, l’impact négatif de la non-disponibilité de l’énergie causée par la guerre en Ukraine, ainsi que l’augmentation de ses prix et ses répercussions, incitent les pays méditerranéens à développer davantage une relation stable et fiable basée sur la solidarité régionale et leur complémentarité par une meilleure coordination des politiques nationales notamment en ce qui concerne l’exploration, la production, l’approvisionnement, le transport et l’exportation du gaz, l’accélération des liaisons électriques entre les deux rives de la Méditerranée et l’investissement dans le secteur des énergies propres et renouvelables.

Par ailleurs, l’ancien ministre s’est fixé sur des phénomènes de grande ampleur *“qui vont façonner les années à venir, à savoir la transition écologique et énergétique, la transition numérique et celle des mentalités”*.

Khaled Kaddour estime également que la succession de ces crises au niveau mondial et la nouvelle donne énergétique mèneront la région à élaborer une nouvelle vision commune, globale, claire, partagée et solidaire basée sur trois fondamentaux en l’occurrence le développement humain, le développement économique durable et la sécurité commune. *“Cela, pour construire un futur meilleur pour la région dont l’énergie est un facteur déterminant tout en garantissant une gouvernance responsable, inclusive*



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

et qui prend en considération les aspirations des populations”, souligne l’intervenant.

Ladite vision globale participative qui “permettra de relancer un partenariat solidaire, fiable et durable” est basée sur sept axes liés aux enjeux sociétaux et la diversité culturelle, la gouvernance et l’État de droit, les défis sécuritaires et la menace du terrorisme et du radicalisme, la dynamique de la population dont la migration irrégulière, le développement humain qui est basé sur l’éducation et la santé, la compétitivité et les mutations économiques, la transition digitale et l’énergie et ses transitions.

S’agissant de cet axe primordial, Khaled Kaddour estime que “l’objectif est de tirer du potentiel d’un avenir à faible intensité de carbone, protéger les ressources naturelles de la région et générer une croissance verte. L’énergie renouvelable produite localement n’est plus une alternative mais plutôt une nécessité”.

Ceci dit, cette “nouvelle ère de l’énergie verte et du chan-

gement climatique exigent des partenariats stratégiques fondés sur une vision commune et partagée avec des objectifs et des règles stables et fiables pour sécuriser l’approvisionnement et surmonter la crise mondiale actuelle et future”, dixit l’ancien ministre.

Quant aux objectifs stratégiques de la transition énergétique, Khaled Kaddour en a cité quatre. Premièrement, la sécurité d’approvisionnement énergétique de la région et la maîtrise de la facture énergie.

Deuxièmement, la compétitivité de l’économie par le rythme de l’intégration des énergies renouvelables, la diversification des offres, les programmes d’efficacité énergétique, l’optimisation du coût de l’énergie et le ciblage des incitations.

Troisièmement, l’équité énergétique et la protection des couches sociales vulnérables contre la précarité énergétique, la fluctuation des prix du produit énergie.

Quatrièmement, l’urgence climatique et la préservation de

### Samuele Furfari :

## “Oui pour une énergie renouvelable bon marché”



**Alors que le monde entier cherche à faire la transition vers l’énergie renouvelable, vous plaidez encore pour les énergies fossiles ?**

Le problème de l’énergie est tellement complexe, tellement difficile à résoudre que nous devons avoir le maximum de variables pour résoudre cette équation. Ce n’est pas en éliminant l’une ou l’autre qu’on va résoudre l’équation énergétique.

Ce qu’il faut faire, c’est être ouvert

à toutes les énergies. C’est vrai qu’il ne faut pas dire aujourd’hui qu’on est contre l’énergie renouvelable, mais il ne faut pas non plus tolérer qu’on dise qu’on est contre le charbon, le gaz, le pétrole ou le nucléaire. Nous avons besoin de toutes les énergies. Si on peut produire de l’énergie renouvelable à un prix compétitif, pourquoi pas. Toutefois, il ne faut pas rêver qu’on ne va produire que du renouvelable et on abandonne tout le reste. C’est de l’utopie voire de la “bêtise” même.

**Il s’agira donc d’une transition douce et réfléchie qu’il faut entreprendre ?**

Tout à fait. Sauf qu’il y a 50 ans qu’on essaye de faire la transition et on est arrivé à la situation d’aujourd’hui. On n’a pas découvert le problème de l’énergie parce qu’on parle d’environnement et de du changement climatique, un problème qu’on est en train de résoudre depuis cinquante ans. Donc, il faudra peut-être attendre cinquante ans aussi pour avoir une situation différente. L’erreur est de penser qu’on découvre aujourd’hui le problème de l’énergie. Cela a commencé depuis 1973 où on a posé déjà les questions sur la nécessité de trouver des solu-

tions. Le choc pétrolier de 1979 a incité les décideurs à trouver des solutions en toute urgence. Qu’a-t-on trouvé ? Rien.

**Les pays pauvres énergétiquement sont les plus vulnérables aux crises dont notre pays également. Quel serait d’après vous la planche de salut ?**

Tous les pays pauvres devront produire l’énergie bon marché comme le font la Chine et l’Inde. Ces deux pays ne s’occupent pas du changement climatique mais plutôt ils font ce dont ils ont besoin : produire de l’énergie à un coût compétitif avec du charbon, du nucléaire et du gaz. Pour la Tunisie, elle doit développer en toute urgence des centrales au charbon et au gaz, car le nucléaire coûte énormément d’argent. Il ne faut pas oublier aussi que l’électricité ne couvre que 20% de vos besoins en énergie, alors comment allez-vous faire pour satisfaire le reste ? C’est à travers les hydrocarbures et plus précisément le gaz qui reste l’énergie du siècle.

**Justement, qu’en est-il de l’autre genre du gaz, à savoir le gaz de schiste dont la plupart des pays possèdent comme le nôtre ?**

Cette matière est abondante dans le monde. La technologie d’extraction du gaz du schiste est entre les mains des Américains. Ce qui me paraît paradoxal, c’est l’attitude des Européens qui, sous prétexte que cette matière nuit à l’environnement, interdisent même l’exploration du gaz de schiste sur le territoire européen alors qu’ils achètent cette matière chez les Américains.

Il va y avoir un développement extraordinaire du gaz de schiste en Amérique avec lequel ils vont envahir le monde et le dominer.

Propos recueillis par  
Mohamed Ali Ben Sghaier

# Demandez votre carte VISA collector avec le design de la Coupe du Monde de la FIFA™



Am  
azing

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

l'environnement dans un nexus énergie, eau et agriculture avec comme arrière-plan la sécurité alimentaire.

Khaled Kaddour n'a pas manqué d'insister sur l'importance de l'interconnexion électrique "produite à partir des énergies propres et renouvelables notamment le solaire entre les pays du Maghreb et l'Europe surtout que plusieurs points de connexion pourraient-être envisageables".

Kaddour a cité dans ce sens, le projet d'interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie (Elmed) "mis en place depuis une dizaine d'années et qui, dans le contexte actuel, permettra l'intégration du marché euro-méditerranéen de l'électricité ainsi que son potentiel dans la promotion des liens plus étroits entre les deux rives de la Méditerranée". En guise de conclusion, Khaled Kaddour a recommandé de "déclencher un nouveau mouvement pour concrétiser un développement solidaire, durable, respectant l'environnement dans le cadre d'un partenariat stratégique fiable entre les deux rives et non seulement le voisinage. Un mouvement qui rejette les inégalités et milite pour la paix, la justice et le respect des droits humains".

### Samuele Furfari, président de la SEI : "Sans énergie abondante et bon marché, il n'y aura pas de développement"

Spécialiste de l'énergie et de la géopolitique, Samuele Furfari s'est distingué par un style oratoire particulier et largement apprécié par la salle. Pour Furfari, "dans le domaine de l'énergie, il y a trop peu de réalité et beaucoup de rêves et d'utopie". L'approche de l'ancien fonctionnaire européen et président de la société européenne des ingénieurs est plutôt «philosophique» que technique.

Samuele Furfari, considère que chez les Européens aujourd'hui, "l'énergie est synonyme de pollution, de malheur et de destruction". Une attitude que Furfari rejette catégoriquement, car il estime que "l'énergie, c'est la vie. Sans énergie il n'y a plus de vie".

L'orateur a évoqué l'index du développement humain dont "la relation avec l'énergie est flagrante", a-t-il estimé. Et d'ajouter "les pays qui consomment moins d'énergie ont un index de développement bas et une espérance de vie basse. Si on veut avoir un bon développement humain et une espérance de vie digne, il faut consommer de l'énergie".

Mieux encore, Furfari considère que "sans énergie abondante et bon marché, il n'y aura pas de développement", un concept qui a été lancé par le fondateur de l'Union européenne en 1955.

Samuele Furfari n'a cessé, lors de son intervention, de plaider pour les énergies fossiles. Durant les dix dernières années, souligne-t-il, les énergies renouvelables n'ont accaparé que 39% du taux d'augmentation de la demande de l'énergie dans le monde. La demande mondiale en énergies renouvelables est de l'ordre de 3%. Pour l'intervenant, les énergies renouvelables restent limitées, ce qui nécessite de continuer de développer les hydrocarbures.

L'orateur a cité le modèle chinois en matière d'investissement dans les énergies conventionnelles pour soutenir



Hichem Anène

sa croissance. "On est en train de jouer un jeu dangereux dans le monde. A force de dire qu'on va faire du tout renouvelable, on risque de détruire notre économie", prévient Furfari.

L'expert belge a indiqué qu'il y a du gaz partout en Méditerranée. "Si nous avons la sagesse de faire des interconnexions, il y aura de l'énergie abondante et bon marché", admet-il.

### Hichem Anène, PDG de la STEG : "Nous sommes disposés à adopter une stratégie de ciblage de subvention"

Pour le PDG de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), Hichem Anène, la demande de l'énergie est croissante durant cette période très difficile. Anène a dressé un état des lieux du paysage énergétique notamment en matière de gaz naturel qui représente 97% dans le mix énergétique pour la production de l'électricité dont la grande partie (62%) est en provenance d'Algérie.

Hichem Anène a précisé qu'une "révision annoncée du prix contractuel d'achat de gaz algérien se fera en janvier 2023", dans une conjoncture mondiale caractérisée par un bouleversement des conditions économiques du marché de l'énergie marqué par l'augmentation vertigineuse des prix des carburants. "Nous devons nous préparer à une négociation très difficile", prévient le PDG de la STEG.

Pour le responsable numéro un de l'entreprise qui détient le monopole de l'électricité et du gaz dans le pays, "la problématique essentielle pour la STEG est la couverture des prix. Les tarifs appliqués, qui sont administrés actuellement par l'Etat, sont très loin du coût de revient de l'électricité et du gaz". Anène a souligné que la situation ne peut plus perdurer et la STEG n'est plus en mesure de supporter cette différence galopante entre le coût de production et le prix de vente. En dépit de la politique de subvention, les finances de l'Etat ne permettent plus de couvrir cette volatilité des prix. Selon le responsable de la STEG, l'endettement de l'Etat vis à vis de son entreprise est de l'ordre de 3200 millions de dinars au titre de subventions non accordées.

Face à un modèle caractérisé par une forte dépendance vis-à-vis du gaz naturel, une hausse de la facture énergétique et un déficit énergétique structurel surtout en l'absence de perspectives et de visibilité pour d'éventuelles nouvelles prospections ou découvertes, Hichem Anène propose une

# تسوق و التليفون بين يديك خطر كبير عليك



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques

batterie de mesures pouvant servir de perspectives de développement. Il s'agit d'une stratégie multidimensionnelle proposée au niveau de l'opérateur national qui sera basée sur plusieurs axes de travail dont "la performance du système de production d'électricité, la diversification du mix électrique en intégrant les énergies renouvelables, la réduction des pertes, la digitalisation et la stabilisation financière et sa restructuration".

Par ailleurs, Hichem Anène recommande qu'il y ait un effort national au niveau de la maîtrise d'énergie, du développement de l'interconnexion et surtout au niveau de la tarification. Ce modèle de tarification "est arrivé à son terme". Pour Anène "il est temps de revenir à la vérité des prix". Le PDG de la STEG a incité à opter pour une subvention ciblée que son entreprise est capable d'entreprendre étant donné qu'elle a tous les moyens pour le ciblage immédiat.

Côté réglementation, un pilier important pour la restructuration du secteur, Hichem Anène considère qu'il est urgent d'instaurer une autorité indépendante d'autorégulation.

### Nabil Ben Smida, président de l'ATPG : "Le partenariat euro-maghrébin doit être conçu selon une autre logique"

En guise d'introduction de son intervention intitulée "Les enjeux énergétiques en Méditerranée : Quelles réalités ? Quelles perspectives", le président de l'Association tunisienne du pétrole et du gaz, Nabil Ben Smida, a passé en revue le contexte mondial qui caractérise la question énergétique. Le conflit russo-ukrainien ainsi que les anciens conflits déclenchés notamment au Moyen-Orient sont tous d'ordre «énergétique». Ben Smida qui considère qu'on "est actuellement dans une logique de guerre", se demande si "le facteur énergie est un facteur de coopération ou un facteur de conflit".

Abordant la question de l'importance de la Méditerranée dans les échanges énergétiques, l'expert a précisé que 20 à 25% du trafic pétrolier maritime du monde transite par la Méditerranée. Celle-ci est la principale route d'acheminement du brut depuis les pays MENA vers l'Europe alors que plus de 85% de ces importations transitent par la mer, le reste s'effectuant par oléoducs. 20% du gaz et 15 % du pétrole consommés par les Européens proviennent de l'Afrique du Nord (Algérie, Libye). Parallèlement, les exportations de celle-ci sont dirigées vers l'Europe à hauteur de 60% pour le pétrole et 84% pour le gaz "ce qui traduit la dépendance des pays exportateurs aux acheteurs européens", souligne Nabil ben Smida.

Les chiffres (année 2014) relatifs à la dépendance énergétique



Nabil Ben Smida

des pays européens présentés par l'intervenant sont très significatifs. En effet, la dépendance énergétique - toutes énergies primaires confondues - s'élevait à 54% pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne, (100% pour Malte et Chypre, 80% pour l'Italie, 75% pour l'Espagne et le Portugal et 50% pour la France).

Par ailleurs, la Russie s'affiche en tant que fournisseur le plus important (avec la Norvège) de l'Europe en proposant 35% du pétrole, 30% du charbon et 33% du gaz.

En revanche, Nabil Ben Smida considère que certains pays de la rive sud de la Méditerranée ont assuré une indépendance énergétique globale à raison de 130 %.

Hormis l'Algérie, l'Égypte et la Libye qui se présentent comme d'importants pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures, "le Maroc et la Tunisie sont plus ou moins fortement déficitaires".

L'intervenant a également passé en revue les enjeux et les défis auxquels font face les pays de la rive sud en matière d'énergie notamment au niveau du financement (coût, source, bancaire, publique, multilatéral, etc.), des infrastructures, du renforcement et l'exploitation optimisée des interconnexions électriques, de la disponibilité énergétique et de la sécurité d'approvisionnement. Ceci dit, une coopération intra-maghrébine s'impose comme un impératif pour "les pays du Maghreb qui doivent réaliser des investissements conséquents pour faire face à leurs besoins. Ils devront, par exemple, se doter d'une capacité additionnelle de production d'électricité de plus de 23 GW dans les dix voire quinze prochaines années", souligne l'intervenant.

Pour Nabil Ben Smida, le partenariat euro-maghrébin doit être conçu dans une autre logique moins utilitaire et plus stratégique et coopérative.

Mohamed Ali Ben Seghaïer

## Les principaux axes de la stratégie nationale énergétique

Le PDG de la STEG Hichem Anène a présenté lors de son intervention les principaux axes de la stratégie nationale énergétique mise en place par l'Etat tunisien depuis novembre 2016. Cette stratégie s'articule autour de nombreux objectifs dont :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique.
- La diversification du mix électrique par l'intégration des sources d'énergie renouvelables : Objectif visé : 30% en 2030.
- La reconstitution d'une marge de réserve en puissance (10 à 15%)

- Le renforcement du réseau de transport de l'électricité pour l'absorption de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables.

- La promotion du projet d'interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie dans le cadre de la coopération de la Tunisie avec l'UE.

- Le développement des moyens de stockage de l'énergie dont notamment le projet de la station de transfert de l'énergie par pompage.

- La mise en place du « Smart Grid »

الاستخلاص عبر الهاتف الجوّال  
« خُصّ فاتورتك بكلّ أمان »  
MOBILE PAYMENT  
« Payez votre facture en toute sécurité »

\*122# Ooredoo  
\*127# Tunisie Télécom  
\*139# Orange

الشركة التونسية للكهرباء والغاز  
Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz

القراءة الذاتية  
لأرقام العدّاد  
Service Auto-relève

تحب تعوّض فاتورتك التقديرية أو الوقيّة بفاتورة استهلاك ... زور موقع واب الستاغ وسجّل الأرقام الجديدة لعدّاتك بفضاء الحريف.

Vous voulez remplacer votre facture intermédiaire ou estimée par une facture sur relève ... A travers votre espace client du site web STEG, saisissez vos nouveaux index.

www.steg.com.tn



## Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et Industrie 4.0

### Un raccourci technologique pour la Tunisie

La 24<sup>e</sup> édition du Forum International de Réalités a mis le doigt sur les principaux enjeux stratégiques et géopolitiques en Méditerranée. Ainsi, après les aspects politiques, économiques, sécuritaires et migratoires, ce sont les TIC, considérés comme un vecteur de développement important en Tunisie, qui ont animé les discussions. Malgré les difficultés inhérentes qui font obstacle au processus de digitalisation comme la fuite des cerveaux, le manque de maturité de l'infrastructure, des problèmes structurels... il existe plusieurs solutions qui ont été présentées par des spécialistes venus de tous bords (représentants des secteurs public et privé, chercheurs, universitaires...).

Quelles sont donc les actions à engager en urgence pour que la Tunisie puisse devenir un jour une référence numérique internationale ? Pour faire des NTIC et de l'industrie 4.0 un levier important pour le développement socio-économique du pays ? Telles ont été, en partie, les préoccupations que les participants ont eu à débattre au cours de cette session qui s'est déroulée lors de la deuxième journée.

#### La nouvelle version du plan national de la stratégie digitale 2025

Chaouki Chihi, Directeur général des technologies de la communication au ministère des Technologies de la communication a initié ce panel en présentant la nouvelle version du plan national de la stratégie digitale 2025



Chaouki Chihi

« Celle-ci repose actuellement sur huit axes avec deux qui représentent des leviers pour la stratégie digitale en Tunisie. Il s'agit en l'occurrence de tout ce qui repose sur la communication et la conduite de changements et d'un autre côté, l'auxiliaire facilitateur pour la mise en œuvre des projets qui est la coopération internationale » a précisé le responsable, avant de présenter l'ensemble de ces axes.

Continuant sur sa lancée, il a indiqué que le premier axe en question est relatif à la révision du cadre juridique avec comme objectif de canaliser de nouvelles initiatives pour les nouvelles technologies avec de nouveaux textes publiés. Le deuxième axe concerne l'inclusion sociale, financière et numérique du citoyen. « Depuis le 3 août, on a pu lancer le « mobile ID », autrement-dit, l'identité di-

gitale du citoyen. Celui-ci repose sur trois paramètres essentiels : l'identité digitale, le numéro de téléphone et un certificat électronique. Aujourd'hui, on est aux alentours de 30 000 mobiles ID attribués et la finalité est de pouvoir fournir des services aux citoyens qui représentent d'ailleurs, la première brique de toute cette stratégie. On entamera aussi très prochainement le paiement mobile avec une plateforme spécifique englobant les trois opérateurs du pays. D'autres projets ont également été lancés afin d'essayer d'inclure le maximum de citoyens au sein de cette vision stratégique du digital avec par exemple le projet des zones blanches notamment les régions rurales, qui ont pu être couvertes par le réseau mobile » a ajouté Chihi.

Selon-lui, le troisième axe est lié au développement de l'infrastructure et d'une vision autour du Cloud. La finalité est de pouvoir fournir des services de qualité au citoyen et à l'entreprise à travers le déploiement du très haut débit en Tunisie : « On a pu lancer des procédures d'appel d'offres pour la connexion de 3307 établissements scolaires avec la fibre [...] Avant la fin de l'année, nous entamerons des travaux d'interconnexion. Concernant la 5G, qui constitue un projet phare pour la Tunisie, nous avons pu démarrer une phase de test en partenariat avec d'autres acteurs (opérateurs, INT, agence des fréquences...) » a-t-il souligné.

Pour la Cloud et le renforcement de capacités de nos datacenters (le quatrième axe) Chaouki Chihi a expliqué que le problème n'est pas technique mais essentiellement juridique. En effet, toute la vision repose sur la classification des données. « Nous enverrons dans les plus brefs délais un décret de classification des données publiées afin d'entamer la mise en œuvre de notre vision avec l'idée de fournir un cadre juridique pour l'acheteur public mais aussi, pour permettre au secteur privé, de pouvoir héberger et fournir de services cloud pour le public » a dit le DG des technologies de la communication. Par rapport au cinquième axe qui est la cybersécurité, il a déclaré que le ministère a pu entamer pour un besoin de financement, le lancement d'une opération d'audit à l'échelle nationale pour mesurer le degré de protection des établissements essentiellement des organismes publics qui devraient effectuer au moins une opération d'audit par an. Ce projet servira à accompagner ces éta-

blissements et à renforcer leurs mesures de protection en termes de certifications ISO et normes standards de sécurité en ligne.

#### Vers la création d'une agence spatiale tunisienne

En ce qui concerne le sixième axe, relatif à l'innovation et à la veille technologie, le responsable a rappelé que durant l'organisation du TICAD, un débat a été lancé sur la gouvernance des activités spatiales en Tunisie. « A l'heure actuelle, le secteur privé a dépassé le secteur public en termes de projets de lancement de satellites et d'exécution d'activités spatiales. Après cet atelier, on a pu soumettre un besoin pour le lancement d'un premier satellite gouvernemental équipé d'IOT qui servira au secteur agricole ou de l'environnement » a ajouté Chihi. Enfin, pour tout ce qui est veille technologique et l'exploitation des données, un premier draft sur l'intelligence artificielle a été réalisé en collaboration avec les ministères de l'Economie, de l'Industrie et de l'Enseignement supérieur. Cette stratégie a été validée lors d'un conseil des ministres.

Néanmoins, Chaouki Chihi est aussi revenu sur les difficultés à réaliser les projets de mise en œuvre du Plan national stratégique (PNS) principalement financés par des bailleurs de fonds, comme les procédures longues et fastidieuses dues à la mise en conformité de la part des instances de contrôle, ou encore des difficultés de passation de marché, avant la mise en œuvre de chaque projet à part. « On est en train de souffrir des pénuries de ressources surtout en IT. Il s'agit d'un problème à l'échelle nationale qui pèse lourd à notre niveau, malgré l'implication de l'ensemble des infrastructures sous tutelle du ministère (ANF, CNI, ANSI, CERT...) ».

#### Les radiocommunications au service de l'industrie 4.0

Présentant une étude intitulée « Les radiocommunications au service de l'industrie 4.0 », Olfa Jammali, Directrice générale de l'Agence nationale des fréquences, a insisté sur l'importance de définir les bandes de fréquences qui sont des ressources rares dédiées aux technologies de télécommunications, d'où la nécessité d'optimiser leurs usages, sachant que l'accès au spectre est essentiel pour promouvoir les différentes technologies.



## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



Olfa Jammali



Ibrahim Arfaoui

Selon-elle, le processus de l'industrie 4.0 se base sur 4 piliers : la collectivité des données (3G,4G, IOT, satellite...), leur stockage, leur analyse et enfin, la prise de décision.

Parmi les conditions de base indispensables pour pouvoir assurer cette industrie, il est important, selon la responsable, de disposer d'une infrastructure sur l'ensemble du territoire notamment dans les zones blanches, de procéder à la vulgarisation de l'utilisation par les populations rurales des technologies numériques au sein des entreprises. Il faut aussi avoir une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat numérique et l'interconnexion entre les

différents réseaux d'une manière cohérente afin d'éviter tout encombrement ou saturation.

En parallèle, Olfa Jammali a mis en avant les projets lancés par l'ANF comme le projet de couverture de zones blanches en 3G et 4G en travaillant sur 94 délégations qui ont pu être mesurées, notamment au niveau des écoles et les hôpitaux où les débits nécessaires ont été trouvés pour pouvoir se connecter.

En 2017, la Tunisie a préservé une quantité du spectre pour l'IOT, sachant qu'il s'agit du premier pays en Afrique, à avoir dédié des fréquences à cette technologie servant aux objets connectés et à octroyer 39 licences. « *Aujourd'hui,*

## Synthèse et recommandations

Lors de la clôture du Forum international de Réalités, René Leray, professeur à l'université catholique de Louvain et à l'université Saint Louis à Bruxelles, a exposé une synthèse générale des recommandations formulées par les différents intervenants lors des 5 séances, qui, rappelons-le, ont porté essentiellement sur les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques.

S'articulant autour de quatre idées principales, ce projet de synthèse rappelle qu'on est entré dans une zone de grandes turbulences et que le monde vit actuellement une crise sans précédent.

Selon René Leray, la première idée qui résulte de cette synthèse est que face à ces turbulences qui ne sont pas terminées, il faudra privilégier une fonction de vigilance, de discernement et de cohérence. « *Les fractures qui caractérisent la région impliquent l'organisation pratique et permanente d'une très grande vigilance. Ainsi, la question que l'on pourrait se poser par rapport à la Tunisie et à d'autres pays appartenant à l'Union européenne : ces entités ont-elles les outils et méthodes pertinents qui doivent être activés pour exercer cette vigilance ?* », s'interroge le professeur qui rappelle ce qu'avait dit le président français Macron : Lire le monde et lire les intentions du monde. Dans cette fonction de vigilance, il ne faut donc pas confondre la peur et la prudence.

La deuxième fonction est la gouvernance, qui doit être à la fois agile, de proximité et réaliste. Pour étayer ses propos, René Leray a souligné le fait que « comprendre les défis des opportunités à court et moyen termes et maîtriser les

uns et valoriser les autres sont l'objet de la gouvernance qui doit à la fois être agile, éclairée, participative, anticipative et stratégique. Celle-ci doit bien entendu être pragmatique, les rêves, les réalités mais aussi la vitesse et la précipitation ne doivent pas être confondus. Les problèmes à court terme, des urgences demandent des réponses rapides. Il faut aussi avoir une certaine audace et surtout ne pas confondre courage et témérité ».

Concernant la troisième idée, elle concerne les coopérations et les proactivités. « *Ce que j'en retient c'est que vouloir agir seul (quelques fois de manière souveraine) face aux enjeux nouveaux comporte un grave danger de contresens. Les coopérations seront essentielles dans la coopération issue des partenariats euro-méditerranéens et devront être modernisées, amplifiées et ajustées pour tenir compte des réalités qui changent des deux côtés de la Méditerranée. D'autres coopérations plus récentes sont bien sûr à valoriser* », a tempéré le professeur, avant d'ajouter : « *Aucune d'entre elles ne saurait être exclusive de l'autre. Au contraire, ces diverses coopérations doivent se renforcer mutuellement et seront alors bénéfiques même si, en ce qui concerne la Tunisie, l'échelon essentiel d'une coopération régionale semble devoir manquer encore longtemps. Il s'agit d'un défi qui mérite une proactivité imaginative. On en a un peu parlé lors du panel de l'énergie* ».

René Leray a continué sur sa lancée en expliquant que « *la quatrième dimension qui élargit le contexte, c'est le problème de la norme et la force : Le multilatéralisme rénové, recomposé et renforcé face au risque de l'usage de la*

## La nouvelle donne stratégique en Méditerranée : Les enjeux géopolitiques, économiques, migratoires, énergétiques et technologiques



*il faut opter pour des technologies fiables qui peuvent assurer une efficacité spectrale, stimuler les technologies qui supportent le partage du spectre avec les techniques dynamiques de sélection et encourager les verticaux qui représentent les réseaux privés supportés par les infrastructures des réseaux publics*» a conclu Jammali.

### Les solutions de Huawei pour endiguer la pénurie de ressources humaines spécialisées

Ibrahim Arfaoui, Solution manager chez Huawei Technologies, a, quant à lui, mis l'accent sur l'importance de l'im-

plication de tout l'écosystème afin de résoudre les difficultés qui entravent la digitalisation de la Tunisie. Il a notamment mis l'accent sur le rôle de l'équipementier chinois, qui propose des solutions contre la pénurie de ressources humaines spécialisées en nouvelles technologies (Cloud, IA...).

« *La pénurie de talents constitue depuis quelques années, un véritable problème en Tunisie. Dans cette optique, Huawei a entrepris quelques actions pour résoudre ce problème, en lançant deux programmes destinés à l'écosystème des universités : Le premier s'intitule « Huawei ICT Academy » qui a permis de coopérer à ce jour avec 68 universités privées et publiques. On fournit des cours numériques en Cloud, l'IT, intelligence artificielle, 5G etc. ainsi que des certifications gratuites aux étudiants. Ensuite, les étudiants certifiés auront l'avantage d'être privilégiés lors de recrutement chez Huawei, où d'être recommandés chez les sous-traitants où les opérateurs tunisiens. Le second programme, initié en 2018, s'intitule « Seeds for the future » est cette fois destiné aux lauréats des universités tunisiennes. Chaque année, Huawei va en sélectionner une vingtaine et leur fournira des formations continues pendant une durée de 2 et 3 ans en mode hybride (en ligne et en présentiel avec des déplacements en Chine ou dans d'autres pays). On a déjà recruté des éléments très brillants avec un résultat très satisfaisant* » a indiqué Ibrahim Arfaoui.

Evoquant le développement de l'infrastructure des télécommunications pour la 5G, le responsable a estimé que quelques pays étaient entrés dans l'ère de maturité de cette nouvelle technologie qui apporte beaucoup d'avantages (en proposant une connectivité massive avec des gros débits de téléchargement et en diminuant la latence). Ces trois avantages ouvriront la porte pour des cas d'usage qui serviront au développement de différents secteurs et qui étaient auparavant assez difficiles à concrétiser avec la 4G.

« *Le spectre des réseaux constitue la plus importante ressource que l'on dispose en Tunisie. On ne doit pas uniquement l'utiliser en tant que revenus des opérateurs mais pour développer l'écosystème et booster l'économie du pays. Le spectre de la 5G doit de ce fait être assez conséquent pour satisfaire le besoin que l'on va avoir durant les 10 prochaines années* » a préconisé Ibrahim Arfaoui.

Samy Ben Naceur



Taeib Zahar, président du FIR en compagnie de René Leray

*force dans les relations entre le Etats. Tout le monde est conscient que le système de Bretton Woods et ses développements, comme l'a écrit un ancien ambassadeur de France au Conseil de sécurité, « L'archipel de la gouvernance mondiale n'est ni suffisant ni adéquat ». Il faut d'urgence et malgré l'urgence du moment les repenser et les compléter dans le sens d'une plus grande cohérence entre les dimensions qui traitent de la sécurité internationale, des dimensions qui traitent de la coordination des politiques économiques, monétaires, financières et commerciales ; de la gestion du changement climatique et de la transition énergétique, de la gestion humaine des flux migratoires et enfin, de la gestion du numérique ».*

« *Faute d'un tel renouvellement du système de gouvernance multilatéral, c'est la force qui l'emportera sur la norme. Il faut éviter cette situation à tout prix !* » conclut René Leray.

S.B.N



## « La nouvelle donne stratégique en Méditerranée »

### Enseignements



Par René Leray\*

**A**u terme de deux journées, très riches et très instructives, m'est revenue la redoutable tâche d'en dresser la synthèse et d'en tirer des recommandations.

Je me limiterai, plus modestement, à en relever quelques enseignements, susceptibles d'aider tout pays, tout groupe de pays, et donc aussi la Tunisie qui nous accueille, à faire face à la « zone de grandes turbulences » qui déjà sévit notamment en Méditerranée mais aussi bien au-delà en conséquence de la guerre en Ukraine.

**Premier enseignement :** la nécessité – peut-être oubliée ou minorée - de disposer des outils, méthodes et organisations pour pratiquer de façon régulière et informée une véritable vigilance stratégique couvrant non seulement les dimensions traditionnelles de défense et de sécurité intérieure, mais tout le spectre des risques, menaces, vulnérabilités susceptibles d'apparaître (parfois brusquement).

L'Union européenne s'est engagée dans cette voie en mettant au point sa première « boussole stratégique » et nul ne doute aujourd'hui qu'il y a là un premier pas qui devra être développé et intensifié tant il est difficile et nécessaire de « lire le monde et lire les intentions du monde » selon la belle expression utilisée par le président Emmanuel Macron.

**Deuxième enseignement :** l'importance d'une « bonne gouvernance ++ », c'est-à-dire non seulement d'une gouvernance efficace et inclusive au sens traditionnel du terme ( fondements démocratiques ; respect des équilibres macro-économiques...) mais aussi agile à détecter, saisir, valoriser les opportunités, tenace à corriger dans la durée les déficiences structurelles, tel que cela a été illustré et démontré à l'envi dans les panels de spécialistes consacrés tant à la politique économique, qu'à l'énergie et aux technologies de l'information et de la communication.

En ces domaines, cruciaux, il convient tout particulièrement de savoir combiner imagination et audace avec réalisme et pragmatisme faute de quoi le risque existe d'aller dans l'utopique et le déclaratoire (multiplication de plans et projets « sur la papier » par absence d'une bonne connaissance des contraintes techniques et technologiques ; multiplication de plans et projets « dans les dossiers » par manque d'effectivité politique et administrative).

**Troisième enseignement :** face aux turbulences actuelles et à venir le risque grandissant de toute posture d'isolement et de distanciation et donc a contrario la nécessité de l'appartenance à des cadres coopératifs bénéfiques et protecteurs, cadres qui, en Méditerranée plus qu'ailleurs, apparaissent soit pauvres par absence de certains échelons nécessaires (dimension régionale inexistante), soit en relative perte de vitesse... Ces cadres de coopération devraient être revigorés et complétés.

La nouvelle donne énergétique pourrait offrir une opportunité en ce sens. Il y faudra cependant beaucoup de proactivité technique et diplomatique.

**Quatrième enseignement :** garder le cap du droit international et de la recherche de solutions coopératives multilatérales plutôt que de l'usage de la force tant les agressions sont dommageables et tant les défis communs (changement climatique ; transition énergétique ; numérisation des sociétés et des économies ; gestion humaine des flux migratoires ; régulation des flux commerciaux et financiers ; lutte contre les pandémies et les désastres naturels...) sont devenus graves et urgents.

Merci donc à Réalités de nous avoir réunis et aidés à mieux comprendre les nombreux enjeux de la nouvelle donne stratégique...en Méditerranée et au-delà. ■

\* Professeur à l'université catholique de Louvain  
et à l'université Saint Louis à Bruxelles





# تمويلك أسهل

www.joussourinvest.tn



Première plateforme digitale tunisienne qui joue le rôle d'une marketplace ayant pour objectif de mettre en relation des investisseurs en capital et des PME à la recherche de financement afin de renforcer et de soutenir leur croissance.



Inscription gratuite et ouverte à toutes les PME's



Garantie la confidentialité des données



Soumission des dossiers en un clic



Suivi en temps réel du traitement des dossiers



JoussourINVEST



Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz



الشركة التونسية للكهرباء والغاز

“ Mobiliser l'ensemble de nos forces pour faire de **l'énergie** une source durable de progrès et de développement ”



5 934 MW

Puissance Installée\*

20,1 TWh

Production Nationale



312 MW

Puissance EnR installée

149,6 MWh

PV autoconsommation BT



6800 km

de lignes HT

110

postes HT dont 33 GIS



181 000 km

de lignes MT/BT

81 000

postes MT/BT



+4,3 millions

clients Electricité

+ 25

millions factures/an



988 000

clients Gaz Naturel

+ 20 600

réseau Gaz

\*Chiffres clés 2021

